

Vendredi 8 novembre 2013  
**Communiqué de presse**

**Eduardo Rihan Cypel, porte-parole du Parti socialiste**

### **François Fillon atteint d'amnésie après la mauvaise foi**

François Fillon a profité de l'annonce faite aujourd'hui par Standard & Poor's de l'abaissement de la note de la France de AA+ à AA pour se livrer une fois de plus à une grossière instrumentalisation politicienne.

Celui qui annonçait en 2007 déjà que les comptes de la France étaient en « faillite » s'est pourtant montré incapable de redresser ceux-ci et a laissé, dans le même temps, la compétitivité des entreprises françaises se dégrader encore un peu plus. Faut-il vraiment rappeler à M. Fillon que c'est sous sa responsabilité que l'endettement de la France s'est accru de 600 milliards d'euros et que la charge annuelle de la dette a quasiment atteint 50 milliards, soit le second poste budgétaire après l'éducation nationale ? L'ancien premier ministre ne peut se dédouaner des responsabilités passées qui sont les siennes concernant les marges de manœuvre budgétaires réduites qu'il dénonce aujourd'hui.

M. Fillon est également particulièrement mal placé pour condamner la politique menée par le président de la République et le gouvernement alors que ceux-ci ont engagé un effort sans précédent de réduction des dépenses publiques dont M. Fillon s'était révélé totalement incapable.

Avec un le bilan qui est le sien, M. Fillon ose encore exhorter le président de la République à « changer radicalement de politique » ! Mais qu'a-t-il à proposer de plus que les vieilles recettes de la droite appliquées tout au long du précédent quinquennat et qui ont eu pour unique effet de creuser les déficits tout en pénalisant l'immense majorité des français ?

La Parti socialiste ne peut qu'appeler l'ancien Premier ministre à faire preuve d'une plus grande humilité et à se consacrer à l'inventaire de son action - qui serait certainement plus utile aujourd'hui à la France que ses leçons d'économie - plutôt que de s'en prendre aux efforts déployés depuis un an et demi par le président de la République et le gouvernement pour redresser les comptes publics et créer les conditions favorables à la reprise économique tout en introduisant de la justice sociale.